

**PORTANT MISE EN SENS UNIQUE D'UNE VOIE EN
RÉGLEMENTANT SON RÉGIME DE PRIORITÉ ET LIMITANT LA HAUTEUR**

LE MAIRE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.412-28 et R.415-6 ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Considérant la création des parkings Favre dont l'accès se fait par la rue Saint-John Perse ;
Considérant qu'il convient dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer le sens de circulation à l'intérieur des parkings Favre dont l'accès se fait par la rue Saint-John Perse et le régime de priorité au débouché sur la voie séparant les deux parking ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} – Des sens uniques de circulation sont instaurés dans les parkings Favre dont l'accès se fait par la rue Saint-John Perse, depuis les entrées vers les sorties.

ARTICLE 2 – Les conducteurs circulant dans les parkings Favre et débouchant sur la voie en sens unique reliant la rue Saint-John Perse et le boulevard Lucien Favre, doivent marquer un temps d'arrêt à la limite de la chaussée abordée, céder le passage aux véhicules roulant sur cette dernière voie et ne s'y engager qu'après s'être assurés qu'ils peuvent le faire sans danger.

ARTICLE 3 – La circulation de tout véhicule ayant une hauteur, chargement compris, supérieure à 2 mètres est interdite dans les parkings Favre.

ARTICLE 4 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

ARTICLE 5 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.


ARTICLE 6 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 7 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le **29 MAI 2024**

Fait à Pau, le

29 MAI 2024


Clarisse JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire